

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
65017 Tarbes

Tarbes, le 04/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCA QUALISOL

Route de Mauvezin
LIEU DIT AUX MOULINS
32120 Monfort

Références : 2025-0028_Dp
Code AIOT : 0006807645

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2025 dans l'établissement SCA QUALISOL implanté Route de Mauvezin 32120 Monfort. L'inspection a été annoncée le 23/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCA QUALISOL
- Route de Mauvezin 32120 Monfort
- Code AIOT : 0006807645
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société Coopérative Agricole (S.C.A.) QUALISOL exploite sur la commune de MONFORT un site de stockage, de triage et de conditionnement de céréales et de légumineuses. Conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire n° 32-2024-01-23-00002 du 23 janvier 2024, le site est soumis pour l'activité de stockage de céréales (rubrique 2160-2) au régime de l'autorisation et à déclaration au titre des rubriques 2260, 4718 et 1510.

La dernière inspection du 29 mai 2024 avait mis en évidence, que la réserve d'eau incendie supplémentaire de 360 m3 prévue à l'échéancier de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 janvier 2024, n'était pas en place. Par arrêté de mise en demeure n° 32-2024-08-07-00004 du 7 août 2024, un délai complémentaire de trois mois avait été accordé pour la mise en place de cette réserve d'eau incendie de 360 m3.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Respect prescriptions de l'APMD	AP de Mise en Demeure du 07/08/2024, article 1	Astreinte	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection constate que la réserve d'eau incendie supplémentaire de 360 m³ à moins de 100 mètres du bâtiment n°5 n'est toujours pas en place. L'exploitant indique que le retour des services du SDIS, concernant notamment l'emplacement et les caractéristiques techniques de la bâche incendie a tardé.

Malgré le délai supplémentaire à la suite de la mise en demeure du 7 août 2024, la mise en place de la réserve incendie supplémentaire prescrite à l'échéancier de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 janvier 2024, n'est toujours pas en place et de fait, les moyens de défense incendie du site sont à ce jour insuffisants.

L'inspection propose donc de prendre un arrêté préfectoral rendant redevable l'exploitant d'une astreinte administrative journalière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect prescriptions de l'APMD

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/08/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, réserve incendie supplémentaire
Prescription contrôlée : Mise en place d'une réserve d'eau incendie supplémentaire
Constats : Suite à l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 janvier 2024, Qualisol devait respecter l'échéancier des aménagements et des travaux mentionnés à l'article 3 de ce dernier et notamment la mise en place d'une réserve d'eau incendie supplémentaire de 360 m ³ avant le 1

juin 2024.

Qualisol ayant indiqué lors de la visite d'inspection du 29 mai 2024, qu'il ne serait pas en capacité de mettre en place la réserve supplémentaire de 360 m³, un arrêté préfectoral de mise en demeure a été pris à son encontre le 07/08/2024.

L'exploitant devait, conformément à cet arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 août 2024, mettre en place la réserve d'eau de 360 m³ sous un délai 3 mois. La visite inopinée du 23 janvier 2025 a permis de constater que la société Qualisol n'avait pas satisfait à ses obligations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 6 mois